

## AUJOURD'HUI

**Coupole** ► Les ateliers du mercredi reprennent à la Coupole. Au programme, découverte et sciences. Aujourd'hui, les enfants de 8 à 12 ans se pencheront sur les planètes du système solaire. ■

## BONJOUR ► Reproche

C'est le plus grand reproche qu'un journaliste entendra au cours de sa carrière. « *Vous ne relayez que les mauvaises nouvelles.* » Et la phrase qui ne manque pas d'arriver : « *Quand j'avais des bonnes nouvelles, vous n'êtes pas venus.* »

Dans ces cas-là, il faut dire que l'interlocuteur n'est pas dans un bon jour, une crise vient de passer chez lui, la catastrophe est encore fraîche. Et franchement, s'épancher devant un journaliste, il n'en a pas envie. En face, on ne peut que

lui offrir notre compassion. Et juste souligner que si on n'est pas venu pour les bonnes nouvelles, c'est qu'on ne nous avait pas forcément invités. Alors que les mauvaises, en général, elles arrivent plus vite à la rédaction. ■ M. J.

## PENSEZ-Y !

**Musique** ► Un groupe de musique polyvalent se monte à Saint-Omer. Pour recruter des jeunes intéressés, une réunion a lieu aujourd'hui à 17 h, au conservatoire à rayonnement départemental. ■

## ON EN PARLE

# Projet de porcherie industrielle d'Heuringhem, le fruit de la passion



La salle des fêtes d'Heuringhem était comble, lundi soir, notamment pour entendre Antoine Jean (à droite) porte-parole régional de la Confédération paysanne.

**La troisième réunion publique organisée par l'Association intervillages pour un environnement sain (AIVES), qui lutte contre le projet de porcherie industrielle à Heuringhem, a de nouveau fait salle comble, lundi soir à la salle des fêtes de la commune. L'occasion de faire le point sur ses actions juridiques en cours. Et d'assister à un débat passionnant et passionnel entre deux visions de l'agriculture qui s'écoulent sans s'entendre.**

PAR DAVID MONNERY  
saintomer@lavoixdunord.fr  
PHOTOS « LA VOIX »

### 1. Trois fronts juridiques

AIVES multiplie les recours devant le tribunal administratif pour parvenir à ses fins : l'annulation de ce projet de porcherie industrielle à Heuringhem. Le premier concerne le permis de construire. Le 28 octobre, le tribunal lillois a ordonné la suspension des travaux entamés en septembre. Il disait alors qu'AIVES

avait raison sur la forme, mais qu'il voulait se donner le temps d'étudier, sur le fond, la validité de ce permis. « *Ce n'est qu'une suspension, le combat continue* », souligne le président de l'association, Jean-Michel Jedraszak, confiant. Le deuxième combat juridique porte sur l'association foncière de remembrement (AFR). Elle avait accepté de transformer le statut du chemin rural qui doit desservir la future porcherie et qui doit être emprunté par des camions. Or AIVES pointe que ce vote est illégitime car des représentants de Clarques et Inghem, y avaient pris part au côté de ceux d'Ecques, alors même qu'ils avaient quitté l'AFR dès 2001. La mesure d'urgence, validée par le tribunal administratif concernant le permis de construire, a été refusée dans ce cas précis. « *Mais nos arguments restent valables sur le fond* », estime Jean-Michel Jedraszak.

La troisième action, elle, n'est pas encore engagée. Elle concerne directement l'autorisation à exploiter cet équipement. « *Nous avons*

*jusqu'à fin mars pour déposer le recours, nous y travaillons avec nos avocats*, explique le médecin. *Ils ont des cheveux gris à se faire...* »

### 2. Le débat

La FDSEA, puissant syndicat agricole, ne manque jamais l'occasion d'assister en masse à ce genre de réunion, pour apporter son soutien au projet de porcherie. Malgré des mots malheureux et des gestes évitables d'un passé tout proche, le débat a pu avoir lieu, viril mais cordial. Et c'est tant mieux. Car il est passionnant. « *Je ne suis l'ennemi de personne, je combats juste un projet* », a rappelé le président d'AIVES. Et il n'est pas seul à mener ce combat. Le public nombreux et les multiples lettres d'encouragement de toute la France (le député Michel Lefait, Allain Bougrain-Dubourg, la fédération France nature, etc.) en sont autant de preuves.

Mais le soutien le plus notable, lundi, était celui apporté par Antoine Jean, porte-parole régional de la Confédération paysanne, et éleveur dans la Pévèle. Histoire de

bien montrer qu'AIVES « *n'est pas du tout hostile au monde paysan* ». Mais qu'elle prône un autre modèle.

« *Je défends une agriculture à taille humaine*, déclare Antoine Jean. *Notre exploitation ne compte que trente-cinq vaches, mais nous y faisons de la transformation fromagère, et nous y travaillons à trois de la famille, avec deux salariés.* » Pour lui, cette porcherie relève d'un « *modèle dépassé qui va tous nous faire crever, il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Bretagne ! Si les prix sont déjà trop bas avec trente bêtes, c'est illusoire de croire que ça ira mieux avec 300. Et quelle place on laisse aux jeunes pour s'installer avec de tels élevages ? C'est ça que doit défendre un syndicat* ».

### « Lame de fond »

Christian Durlin, de la FDSEA, prend alors le micro pour répliquer qu'il existe « *plusieurs formes d'agriculture comme il y a différentes formes de consommation. On doit prendre l'ensemble des consommateurs en compte. Après le 20 du mois, dans les supermarchés, les*

*gens ont droit à une alimentation de sécurité, sécurisée par un cadre réglementaire. Il y a un cadre légal pour assurer une alimentation de qualité. Si la loi est mal faite, c'est elle qu'il faut changer, à l'échelon européen.* »

Mais Antoine Jean en est convaincu, « *ce modèle de production va tuer la profession agricole. Pourquoi on n'entend jamais la FDSEA contre des projets monstrueux comme « la ferme des mille vaches » ? L'agriculture que vous défendez ne vit qu'avec de l'argent public. Dans vos manifs, il n'y a que vous et vos gros tracteurs climatisés. Moi je suis fier de rejoindre dans les cortèges tous ces gens, ces consommateurs, ces défenseurs de l'environnement. Il y a aujourd'hui du monde qui est prêt à mettre de l'argent pour bouffer mieux. Et ça, c'est une lame de fond que vous ne voyez pas !* »

La salle est tout acquise à ces arguments. Pas la FDSEA. Chacun repart, retranché sur ses mêmes positions. Et au milieu du champ de bataille verbale, le projet de porcherie de l'EARL Bridault-Chevalier essuie les plâtres. ■